

# Donner un nouvel élan à l'Europe... vite !

■ Il est minuit moins le quart pour réagir face à la pression conjointe des eurosceptiques et des europhobes, dans une mondialisation où l'Europe vieillit et rétrécit.

**L**es autorités européennes désignées suite aux élections de mai 2014 ont une responsabilité historique, sinon écrasante : face à la pression conjointe des eurosceptiques et des europhobes, il leur incombe de donner d'urgence un nouvel élan à la construction européenne, critiquée comme rarement, mais toujours aussi nécessaire dans une mondialisation où l'Europe vieillit et rétrécit.

Ce nouvel élan, les Européens le trouveront d'abord en regardant le monde, bien davantage qu'ils ne l'ont fait pendant l'interminable et ravageuse crise de la zone euro. Vus de Pékin, de Brasilia ou de Bamako, nous sommes d'ores et déjà unis autour de la volonté de concilier efficacité économique, cohésion sociale et protection de l'environnement, dans un cadre pluraliste. Unissons-nous davantage pour promouvoir cette volonté commune, nos intérêts et nos valeurs dans un monde de moins en moins euro-centrique, grâce à des politiques commerciales et d'aide extérieure plus cohérentes, la création d'une véritable Union de l'énergie, ou encore le patient renforcement de notre politique étrangère et de défense commune – car l'union fait la force ! Cette union-là a naturellement besoin du Royaume-Uni, si la majorité de ses citoyens souhaitent continuer à en faire partie – car l'union n'est pas une prison !

Elle s'étendra après 2020 à quelques autres pays voisins, essentiellement dans les Balkans – son urgence à court terme étant de progresser simultanément à 28 et dans le cadre de la zone

euro, pour retrouver des niveaux de croissance et d'emplois restaurant son dynamisme interne comme sa crédibilité sur le plan extérieur.

Donner un nouvel élan à l'UE suppose aussi de faire un meilleur usage des opportunités qu'elle offre comme espace d'échanges économiques et humains et comme puissance publique : même si les Etats restent maîtres des grands choix économiques, éducatifs et sociaux, la sortie de crise passe aussi par l'Europe ! Approfondissons le marché unique dans le domaine des services, de l'économie numérique, du marché des capitaux et des grandes infrastructures, afin de créer une croissance plus qualitative et davantage d'emplois, et sortons enfin de la concurrence mortifère en matière sociale et fiscale.

Préservez et promouvez la libre circulation des travailleurs et des personnes, dont dépendent des millions de postes de travail, dans le respect du principe de non-discrimination, en la complétant par une politique commune et solidaire de l'immigration. Dépensons et investissons davantage ensemble, y compris en soutenant vigoureusement le plan proposé par la Commission Juncker, malgré ses limites, et en demandant aux Etats et aux acteurs privés de l'abonder plus massivement.

Agissons ensemble pour lutter contre le chômage des jeunes et éviter qu'une génération perdue ne se forme. Parachevons l'union économique et

monétaire en respectant les grands principes et règles qui la fondent, notamment s'agissant du contrôle de l'excès d'endettement (et non de l'endettement), et en la dotant de mécanismes politiques de légitimation et d'outils financiers de stabilisation et d'aide aux réformes, qui permettent d'éviter d'en revenir à l'Europe-FMI de ces dernières années.

Pour beaucoup d'Européens, cette "Europe-FMI" a été vécue comme une menace, parce qu'elle a été le vecteur d'une aide conditionnée à des réformes et coupes budgétaires douloureuses et injustes ; on oublie trop souvent qu'elle a eu le mérite d'organiser une solidarité entre les Etats, d'ailleurs parfois mise en cause.

Donner un nouvel élan à la construction européenne, c'est également lui permettre d'apparaître non comme une menace, mais comme une réponse aux menaces et défis qui nourrissent les peurs, tout en renforçant en réalité l'intérêt de s'unir : la confrontation avec Vladimir Poutine et l'instabi-

lité de nombreux pays voisins, qu'il faut soutenir dans leur combat (en Ukraine comme en Tunisie) ; l'existence de foyers terroristes au Sahel et au Proche-Orient ; les ravages de la finance folle et de l'optimisation fiscale incontrôlée ; les spectres de la déflation et de la désindustrialisation ; les risques liés au changement climatique et à la dépendance énergétique extérieure...

Les nouveaux décideurs européens peuvent céder à la tentation aisée de limiter la production de normes sanitaires ou environnementales incomprises et brocardées, dont la vertu technique est de fait souvent inférieure aux dégâts politiques qu'elles suscitent.

Mais c'est *in fine* sur leur capacité à répondre efficacement aux principales menaces et défis qu'affrontent les

